

Le facteur kurde dans le conflit syrien

La minorité kurde vit un moment historique avec l'administration de son territoire après le retrait du régime. La relation avec l'opposition et le processus de paix en Turquie marquent l'avenir.

David Meseguer

Dans sa soif de se maintenir au pouvoir et de faire taire les voix qui demandaient qu'il renonce, Bachar el Assad promet, en mars 2011, une série de réformes. L'une d'entre elles était la concession de la citoyenneté syrienne à 360 000 Kurdes que le Parti Baas n'avait jamais reconnus au cours de ses 50 ans de mandat. L'alliance entre Damas et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) aux cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix avec Hafez el Assad à la présidence, a été brisée en 2000 avec l'arrivée au pouvoir de Bachar el Assad et son rapprochement d'Ankara. À partir de là, la répression du régime syrien contre le peuple kurde – 10 % de la population syrienne – s'est accrue de façon notoire avec des milliers de prisonniers politiques et de sanglants épisodes, comme la mort de 30 manifestants à Al Qamishli en 2004.

En juillet 2012, le Parti de l'Union Démocratique (PYD) – bras politique du PKK en Syrie – et sa milice armée, les Unités de Protection Populaire (YPG), prirent le contrôle de certaines régions à majorité kurde du nord du pays et des quartiers kurdes d'Alep après le retrait des troupes du régime. Le repliement tactique du gouvernement de Bachar el Assad présentait un double objectif : concentrer ses effectifs militaires dans la bataille d'Alep et faire pression sur la Turquie, qui offre un appui actif à l'opposition syrienne et qui est confrontée au PKK depuis 1984, dans un conflit qui a fait déjà plus de 40 000 morts.

Certains analystes signalent que la cession des territoires au PYD était due à un pacte entre le régime et la formation kurde, ce que le président du PYD, Salih Muslim, a toujours nié catégoriquement : « Nous ne sommes pas alliés au régime. Nous sommes partisans de la révolution mais nous refusons de nous joindre à la Coalition Nationale Syrienne, car l'utilisation historique des Kurdes pour la revendication de causes nationales en Turquie et en Iran nous a causé de mauvaises expériences. Nous ne voulons pas être utilisés et qu'ensuite on refuse la reconnaissance des Kurdes en tant que peuple de Syrie ».

Face à l'alternative de se joindre à une Coalition Nationale Syrienne – avec un agenda arabe et islamiste

marqué et appuyé par la Turquie – ou de continuer à être fidèles à Damas avec ses antécédents répressifs, les Kurdes syriens ont choisi de déclarer une autonomie de facto et gérer leur propre révolution. La mise en marche de l'autogouvernement par le PYD n'a pas été excessivement complexe puisque cette formation présente un engrenage organisationnel et une expérience acquise à l'époque de Hafez el Assad. De plus, le Parti de l'Union Démocratique a maintenu les structures administratives et les fonctionnaires étatiques qui travaillaient pour Damas le font maintenant pour l'administration kurde de facto.

Bien que 50 % de la société kurde le soutienne et qu'il dispose de la principale milice armée, les YPG, le PYD est conscient du fait que pour gérer la révolution dans les régions à majorité kurde, renforcer la lutte pour la reconnaissance nationale du peuple kurde et garantir leurs droits, dans une future Constitution syrienne, le consensus avec les autres formations politiques kurdes est nécessaire. Ils ont donc signé, en juillet 2012, le pacte d'Erbil.

Conseil Suprême Kurde (CSK)

Malgré de fortes divergences depuis le début de la révolte, le président du Gouvernement Régional du Kurdistan Irakien, Massoud Barzani, a réussi à ce que les deux principales factions kurdes de Syrie, le Conseil National Kurde (CNK) – formé par 16 partis pour la plupart proches de Barzani et de Jalal Talabani – et le PYD signent un accord historique à Erbil et créent un Conseil Suprême Kurde. Cet organe, qui est dans la pratique un gouvernement d'unité nationale, est en train de gérer l'autonomie de facto et il supplée de l'absence d'un exécutif, en dotant la région avec certaines structures d'État. Le CSK est à son tour composé par les comités des Affaires nationales, étrangères, des services publics et de sécurité, formés par cinq membres de chacune des deux organisations, et il présente des délégations dans toutes les circonscriptions et villages de la région. Jusqu'ici, le déploiement de l'autogouvernement a eu lieu dans les régions d'Afrin, Ko-



Une femme montre une photo d'Abdullah Öcalan, leader du PKK, pendant la fête de la *Newroz* à Afrin./D.M.

bani, Girke Legue, Dirbesiye et Derik, alors qu'en Al Qamishli, capitale historique du Kurdistan syrien, il y a une cohabitation avec le gouvernement de Damas très tendue.

La mise en marche du CSK est remplie d'écueils en raison des fortes divisions entre le PYD, qui fait partie du Comité National de Coordination des Forces pour le Changement Démocratique, de l'opposition, et certains partis du CNK membres de la Coalition Nationale Syrienne. Le Parti Démocratique de Syrie, dirigé par le docteur Abdoul Hakim Bachar, et le Parti Azadi, à la tête duquel se trouve Moustafa Joumaa, dénoncent que le PYD accapare tout le pouvoir de gouvernement. Ils affirment que la Police et les Unités de Protection Populaire ne sont formés que par les membres du PYD. De son côté, le PYD accuse ces formations d'être soutenues par la Turquie et de se trouver derrière les altercations en Ashrafiyeh et à Sheikh Maqsood, quartiers à majorité kurde d'Alep, ainsi que des combats à Ras al Ain entre des milices islamistes et celles du YPG.

Sur le terrain, on observe ce manque d'union, par exemple, dans l'enseignement, qui est très politisé. Certains partis politiques gèrent leurs propres centres

éducatifs où le niveau d'endoctrinement est très élevé. L'enseignement du kurde dans les écoles et l'affichage de la signalisation des lieux publics et des routes dans la langue autochtone ont été quelques-unes des premières mesures adoptées par le CSK. Malgré le manque d'union et les règlements de comptes qui se sont produits principalement entre Azadi et le PYD, la peur d'un conflit civil entre Kurdes a fait que les autres factions abaissent leurs prétentions et tentent de ramer dans la même direction. Depuis juillet 2012, Massoud Barzani a présidé différentes rencontres à Erbil dans le but de sauvegarder le CSK et de tenter de résoudre le point qui provoque le plus de discordances : la sécurité.

Les YPG, qui présentent environ 30 000 effectifs – dont de nombreuses femmes – et l'Asayis (la police), sont sous contrôle du Parti de l'Union Démocratique, ce qui génère un grand refus parmi les autres partis politiques kurdes. Barzani a tenté à plusieurs reprises de créer des forces de sécurité loyales aux partis du Conseil Suprême Kurde, mais le PYD l'a empêché. La formation de Salih Mouslim déclare que les portes des YPG sont ouvertes à tous les Kurdes et il désire que tous les partis serrent

les rangs autour de cette milice. En avril, le parti Yekiti a été la première force du CNK à s'unir aux YPG. L'objectif prioritaire de l'autogouvernement kurde en matière de sécurité est d'éviter que les combats entre l'armée du régime et les rebelles ne se propagent sur leur territoire.

L'influence du processus de paix en Turquie

Depuis le début du conflit syrien, le PYD a parié sur une neutralité théorique et il a affronté aussi bien l'Armée syrienne libre (ASL), des groupes islamistes et le régime syrien, en fonction de ses intérêts. Le premier grand affrontement avec l'ASL s'est produit en octobre 2012 à Qestel Cendo, localité proche du passage frontalier de Bab al Salam en Azaz, et dans les quartiers à majorité kurde d'Alep. À Qestel Cendo, les YPG ont repoussé une attaque de la brigade Asefat al Shamal (Tempête du Nord), dirigée par Ammar Dadihi, qui contrôle le passage d'Azaz. Pour ce qui est d'Alep, la brigade Selahaddin de l'ASL a tenté de pénétrer en Asrafiyeh et à Sheikh Maqsoud pour châtier le régime à partir de ces points, mais elle s'est heurté à la résistance des YPG. Finalement, un pacte de non-agression signé par le PYD et le front rebelle a mis fin au harcèlement.

Le PYD a toujours accusé le parti Azadi et Ankara de prêter un appui économique et logistique à ces groupes qui agissent sous le parapluie de l'ASL. La marque syrienne du PKK a aussi affronté à deux reprises des groupes islamistes dans la localité frontalière de Ras al Ain. En novembre 2012 et en février 2013, Jabhat al Nosra – groupe lié à Al Qaida – et la brigade Ghouraba al Sham ont lutté contre les YPG pour le contrôle de la ville. Finalement, un comité mixte de sages formé par des membres de la communauté arabe et kurde a rétabli le calme dans la ville et la gouverne.

Depuis que le leader du PKK, Abdullah Öcalan, a annoncé le 21 mars, au moment de la *Newroz* – le Nouvel An kurde – un cessez-le-feu et le retrait des guérilleros kurdes vers le territoire irakien, un rapprochement graduel des positions s'est produit entre le PYD et l'opposition syrienne. Dans le domaine militaire, les YPG et l'ASL luttent conjointement contre le régime dans la ville d'Alep depuis avril, juste après l'annonce d'Öcalan. Bien que le PYD nie une alliance tactique avec les rebelles, la vérité est qu'après la déclaration du cessez-le-feu en Turquie, les relations entre la formation kurde et les groupes de l'ASL sous contrôle de Salim Idris se sont ostensiblement améliorées. Avec la trêve, l'on prévoit qu'une grande quantité de miliciens du PKK se déplaceront en Syrie pour engrosser les rangs des YPG et augmenter ainsi leur capacité militaire. Dans la province d'Al Hasakah, les Unités de Protection Populaire ont expulsé le régime syrien de différentes localités, obtenant ainsi le contrôle de l'usine pétrolière de Roumelan. Selon des estima-

tions du PYD, maintenant 60 % du cru produit en Syrie serait sous leur contrôle.

Dans le domaine politique, le processus de paix en Turquie est aussi en train d'avoir un impact sur les relations au sein de l'opposition syrienne. Tandis que certains partis du CNK sont membres de la Coalition Nationale Syrienne, le PYD, jusqu'à l'heure, s'est toujours montré contraire à s'y intégrer car selon eux la principale organisation politique d'opposition suit un agenda arabe et islamique et se montre réticente à reconnaître les droits des Kurdes dans une future Constitution syrienne. Mais, à la vérité, dernièrement, plusieurs réunions se sont produites entre le PYD et la Coalition Nationale Syrienne pour débattre sur la question et la manière d'ajuster les demandes décentralisatrices qu'exige la formation kurde.

Le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a insisté auprès du PYD pour chercher un consensus avec l'opposition syrienne au sujet du futur modèle démocratique, qui pourrait inclure un certain quota d'autogouvernement pour les Kurdes de Syrie. Derrière ce rapprochement entre Ankara et la formation kurde, on trouverait l'intérêt turc au sujet de la création d'une *buffer zone* dans le nord à majorité kurde tel qu'il en est dans la Région Autonome du Kurdistan irakien. Même si la guerre ouverte puisse finir en Syrie, les analystes prévoient un scénario avec de fortes tensions sectaires tel qu'il est arrivé en Irak après la guerre de 2003. Une autonomie kurde dans le nord de la Syrie pourrait jouer le rôle de zone de sécurité entre le territoire turc et la zone arabe du pays. La république turque et le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien de Massous Barzani maintiennent d'excellentes relations commerciales et un modèle semblable pour les kurdes de Syrie pourrait supposer une grande opportunité pour Ankara.

Cela fait des années que le PKK et toutes les organisations voisines ont abandonné l'idée d'un Kurdistan indépendant et désormais la stratégie politique et militaire vise à la consécution d'autogouvernements et d'un système confédéral permettant de rapprocher les liens et les relations commerciales entre les différentes régions kurdes. Sans doute, l'atout kurde jouera un rôle important dans l'évolution du conflit syrien et dans le paysage géopolitique qui en résultera au Proche-Orient. ■